

1992, chapitre 49

**LOI CONCERNANT LE RECENSEMENT SUIVANT LA
DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS
ÉLECTORALES ET MODIFIANT LA LOI
SUR LA CONSULTATION POPULAIRE**

Projet de loi 65

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre délégué à la Réforme électorale

Présenté le 11 décembre 1992

Principe adopté le 14 décembre 1992

Adopté le 14 décembre 1992

Sanctionné le 14 décembre 1992

Entrée en vigueur: le 14 décembre 1992

Loi modifiée:

Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)





CHAPITRE 49

Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire

[Sanctionnée le 14 décembre 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Date du
recensement

1. Le recensement qui, en application du deuxième alinéa de l'article 40 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3), doit se tenir avant le 15 janvier 1993 se tient, conformément au premier alinéa de cet article, du 4 au 7 octobre 1993.

Exception

Ce recensement n'a pas lieu si un décret ordonnant la tenue d'élections générales est pris avant le 4 octobre 1993.

Décret
d'élections
générales

2. Si un décret ordonnant la tenue d'élections générales est pris après le 3 octobre 1993 mais avant le 10 octobre 1993, le recensement effectué pendant cette période tient lieu de recensement en période électorale et le scrutin a lieu le sixième lundi qui suit la prise du décret.

Constitu-
tion de
la liste
électorale

3. Au plus tard le 28 février 1993, le directeur général des élections établit la liste électorale des sections de vote de chaque circonscription électorale apparaissant sur la liste publiée à la *Gazette officielle du Québec* le 15 juillet 1992 en utilisant la liste électorale ayant servi lors du scrutin du 26 octobre 1992.

Décret
d'élections
générales

Si un décret ordonnant la tenue d'élections générales est pris avant le 1^{er} juillet 1993, la liste ainsi établie sert à la révision et le scrutin a lieu le sixième lundi qui suit la prise du décret.

c. C-64.1,
a. 40, mod.

4. L'article 40 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Subvention

« Lorsque le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales est utilisé pour fixer la subvention, l'Assemblée nationale peut, au plus

tard 60 jours après le scrutin, ajuster cette subvention pour tenir compte du nombre additionnel d'électeurs inscrits sur les listes électorales ayant servi au scrutin. Dans les trois jours où lui est communiqué ce nombre, le ministre des Finances verse à l'agent officiel de chaque comité national le montant complémentaire de la subvention. ».

Entrée en
vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le 14 décembre 1992.